



**BANQUE DE LA REPUBLIQUE DU BURUNDI**



## **Indicateur de conjoncture**

### **Juin 2016**

# Table des matières

<b>I. INTRODUCTION</b> .....	<b>1</b>
<b>II. PRODUCTION</b> .....	<b>1</b>
Indice de la production industrielle .....	1
Café.....	1
Thé.....	1
<b>III INDICE DES PRIX A LA CONSOMMATION</b> .....	<b>2</b>
<b>IV. FINANCES PUBLIQUES</b> .....	<b>2</b>
Recettes.....	2
Dépenses .....	3
Dette publique.....	3
-Dette intérieure .....	3
-Dette extérieure .....	3
<b>V. BASE MONETAIRE, MASSE MONETAIRE ET SES CONTREPARTIES</b> .....	<b>4</b>
Base monétaire .....	4
Masse monétaire.....	4
Contreparties.....	4
<b>VI. COMMERCE EXTERIEUR</b> .....	<b>5</b>
Exportations .....	5
Importations.....	5
<b>VII.TAUX DE CHANGE</b> .....	<b>6</b>
<b>VIII. PRINCIPAUX INDICATEURS D'ACTIVITES DU SECTEUR BANCAIRE A FIN JUIN 2016</b> .....	<b>6</b>
Emplois .....	6
Ressources.....	6
<b>IX. SOLIDITE FINANCIERE DU SECTEUR BANCAIRE</b> .....	<b>7</b>
Capitalisation.....	7
Rentabilité .....	8
Liquidité.....	8
<b>ANNEXE1 : PRINCIPAUX INDICATEURS MENSUELS</b> .....	<b>9</b>
<b>ANNEXE 2 : PRINCIPAUX INDICATEUR D'ACTIVITE DU SECTEUR BANCAIRE (en millions de BIF) .....</b>	<b>10</b>
<b>ANNEXE3 : PRINCIPAUX INDICATEURS ANNUELS</b> .....	<b>11</b>

## I. INTRODUCTION

Les principaux indicateurs économiques ci-après portent sur l'évolution, à fin juin 2016, du secteur réel et des prix, des finances publiques, du commerce extérieur et du taux de change, de la masse monétaire et ses contreparties ainsi que de l'activité du secteur bancaire.

En glissement annuel, le secteur réel a été caractérisé par l'amélioration de la production industrielle, l'accroissement de la production du café et du thé, et une légère augmentation de l'inflation. Concernant les finances publiques, le déficit s'est approfondi par rapport à la même période de l'exercice précédent et la dette publique a augmenté.

Le secteur monétaire a été caractérisé par une augmentation de la base monétaire et de la masse monétaire.

Le commerce extérieur a été marqué par un accroissement des exportations et une réduction des importations. Le Franc Burundi s'est déprécié par rapport au dollar américain.

L'activité du secteur bancaire a été marquée par une augmentation des emplois et des ressources et un respect des limites réglementaires des principaux indicateurs de solidité financière. Toutefois, le portefeuille crédit s'est davantage détérioré, le taux de transformation des dépôts en crédit a baissé et la rentabilité a diminué.

## II. PRODUCTION

Au mois de juin 2016, le secteur réel a enregistré une augmentation de la production industrielle, du café et du thé.

En glissement annuel, le secteur a également été caractérisé par la hausse de la production industrielle et la progression de la production cumulée du café et du thé.

### Indice de la production industrielle

Au cours du mois de juin 2016, la production industrielle a augmenté par rapport à celle du mois précédent. En effet, l'indice de la production industrielle s'est accru de 21,7 %, passant de 109,3 à 133,1 en rapport principalement avec l'augmentation de la production de boissons de la BRARUDI (+4,1 %).

De même, en glissement annuel, l'indice a augmenté de 8,6 %, s'établissant à 133,1 contre 122,5, en rapport avec l'accroissement des productions du sucre (+92,3 %), des cigarettes (26,1 %) et des savons (+8,2 %).

### Café

A fin juin 2016, les apports de café Arabica en parche de la campagne 2016/2017 se sont élevés à 12.227 contre 963 T à la même période de la campagne précédente. Le volume total du café parche estimé pour la campagne 2016/2017, s'élèverait à 23.364 contre 22.009 T de la campagne écoulée, soit une hausse de 6,2 %.

### Thé

La production de thé en feuilles vertes du mois de juin 2016 s'est établie à 5.293 contre 6.744 T au mois précédent,

soit une chute de -21,5%, en liaison avec le début de la saison sèche. En glissement annuel, par contre, la production cumulée à fin juin 2016 a progressé de 19,3% par rapport à la même période de l'année précédente, passant de 26.889 à 32.070 T.

### III INDICE DES PRIX A LA CONSOMMATION

A fin juin 2016, l'indice des prix à la consommation s'est établi à 114,7 contre 110,5 au même mois de l'exercice précédent, soit une inflation de 3,8% tirée à la fois par l'inflation alimentaire (4,0 %) et non alimentaire (3,7%).

L'inflation alimentaire provient de la progression des prix des sous divisions « viandes » (+8,9 %), « poissons » (+19,6%), « sucre, confitures, miel, chocolat et confiserie » (+42,5%) et « produits alimentaires non définis ailleurs » (+18,5 %) qui a contrebalancé la baisse des prix de certaines sous divisions dont « huiles et graisses » (-2,8 %), « fruits » (-6,1%) et « légumes » (-6,0%).

L'inflation non alimentaire résulte, pour l'essentiel, de la hausse des prix des divisions « boissons alcoolisées et tabac » (+13,5 %), « articles d'habillement et articles chaussants » (+10,8%), « santé » (+12,7%), « hôtellerie, café et restauration » (4,4%) et « autres biens et services » (+6,1%). En revanche, les prix de la division « logement, eau, électricité, gaz et autres combustibles » ont diminué de 0,3 %.

	juin-15	juin-16	inflation
<b>1. Alimentation</b>	<b>111,3</b>	<b>115,8</b>	<b>4,0</b>
- Pain et céréales	103,4	103,1	-0,3
- Viande	105,3	114,7	8,9
- Poisson	132,6	158,6	19,6
- lait, fromage et œufs	105,4	115,2	9,3
- Huiles et graisses	95,7	93,0	-2,8
- Fruits	105,7	99,2	-6,1
- Légumes	116,9	109,9	-6,0
- Sucre, confitures, miel, chocolat et confiserie	119,2	169,9	42,5
- Produits alimentaires non définies ailleurs	113,3	134,3	18,5
<b>2. Hors alimentation</b>	<b>109,8</b>	<b>113,9</b>	<b>3,7</b>
- Boissons alcoolisées et Tabac	100,0	113,5	13,5
- Articles d'habillement et articles chaussants	115,2	127,6	10,8
- Logement, eau, électricité, gaz et autres combustibles	110,0	109,7	-0,3
- Ameublement, équipement ménager, et entretien courant de la maison	113,0	121,0	7,1
- Santé	109,3	123,2	12,7
- Transport	101,5	102,9	1,4
- Communications	118,4	118,8	0,3
- Loisirs et culture	108,0	108,9	0,8
- Enseignement, éducation	103,0	105,0	1,9
- Hôtellerie, café et restauration	113,5	118,5	4,4
- Autres biens et services	110,7	117,4	6,1
<b>Indice général</b>	<b>110,5</b>	<b>114,7</b>	<b>3,8</b>

Source : ISTEEDU

Par rapport au mois précédent, le niveau général des prix du mois de juin 2016 s'est accru de 1,7%, suite principalement à la hausse des prix des divisions « sucre, confitures, miel, chocolat et confiserie » (+37%), « produits alimentaires non définies ailleurs » (+3,6%), et « boissons alcoolisées et tabac » (+4,0%).

### IV. FINANCES PUBLIQUES

A fin juin 2016, les finances publiques ont été marquées par l'approfondissement du déficit budgétaire qui a été principalement financé par les bons et obligations du Trésor et les avances de la Banque Centrale, entraînant ainsi l'accroissement de la dette publique.

#### Recettes

D'un mois à l'autre, les recettes budgétaires ont progressé de 13,4%, passant de 38.416,2 à 43.575,4 MBIF en rapport avec l'accroissement des recettes fiscales (+7.024,4 MBIF) qui a contrebalancé la baisse des recettes non fiscales (-1.865,2 MBIF).

En glissement annuel, les recettes budgétaires du premier semestre 2016 ont diminué de 7.928,8 MBIF (-2,7%),

revenant de 290.447,8 à fin juin 2015 à 282.519,1 MBIF à fin juin 2016. Cette diminution est en liaison avec la baisse des recettes fiscales (-8.782,7 MBIF) et exceptionnelles (-2.115,7 MBIF), les recettes non fiscales ayant, par contre, progressé de 3.002,1 MBIF.

### Dépenses

A fin juin 2016, le cumul des dépenses courantes ont fortement chuté par rapport à la même période de l'année précédente, revenant de 518.209,8 à 487 571,9 MBIF, soit un recul de 5,9%.

Les dépenses de personnel cumulées se sont fixées à 167.900 contre 156.235,6 MBIF à la fin de la même période de 2015, soit un accroissement de 7,5 %.

### Dettes publiques

D'un mois à l'autre, l'encours de la dette publique a légèrement augmenté (0,7%), en liaison avec un faible accroissement de la dette intérieure (+0,9%) et de la dette extérieure (+0,4%).

Par rapport à la même période de 2015, l'encours de la dette publique a progressé de 38,9%, se fixant à 1.911.789,1 MBIF à fin juin 2016 contre 1.480.825,8 MBIF, en raison de l'augmentation, à la fois, de la dette intérieure (+63,4%) et de la dette extérieure (+11,9%).

### - Dette intérieure

D'un mois à l'autre, l'encours de la dette intérieure a augmenté de 10.364,9 MBIF, passant de 1.166.078,5 à 1.176.443,4 MBIF, suite à l'accroissement de l'endettement de l'Etat envers le secteur bancaire (+16.782,8 MBIF) qui a

contrebalancé le désendettement auprès du secteur non bancaire (-6.417,9 MBIF).

En glissement annuel, le stock de la dette publique intérieure à fin juin 2016 a progressé de 352.575,1 MBIF, passant de 823.868,3 à 1.176.443,4 MBIF, en liaison avec l'augmentation de l'endettement de l'Etat vis-à-vis du secteur bancaire (+329.890,0 MBIF) et non bancaire (+22.685,1 MBIF). Cette progression a principalement porté sur les engagements de l'Etat envers la Banque Centrale (+146.011,9 MBIF) et les banques commerciales (+185.098,6 MBIF).

### - Dette extérieure

Comparé au mois précédent, l'encours de la dette publique extérieure a légèrement augmenté (2.662,4 MBIF ou 0,4%), passant de 732.683,3 à 735.345,7 MBIF, suite aux nouveaux tirages (2.186,6 MBIF) et aux plus-values de réévaluation (694,5 MBIF) qui ont contrebalancé l'amortissement de la dette (218,7 MBIF).

En glissement annuel, le stock de la dette publique extérieure a augmenté de 78.388,2 MBIF (+11,9%), passant de 656.957,5 à 735.345,7 MBIF. Cette augmentation est en liaison avec les nouveaux tirages (45.607,2 MBIF) et les plus-values de réévaluation (34.058,7 MBIF) qui ont dépassé les paiements du principal de la dette (5.681,5 MBIF).

Exprimé en dollar américain, le stock de la dette extérieure à fin juin 2016 a augmenté de 5,3%, passant de 423,1 à 445,5 MUSD.

## V. BASE MONÉTAIRE, MASSE MONÉTAIRE ET SES CONTREPARTIES

En glissement annuel, la base monétaire et la masse monétaire se sont accrues. L'accroissement de la masse monétaire a résulté de l'augmentation du crédit intérieur qui a contrebalancé la forte régression des avoirs extérieurs nets.

### Base monétaire

Par rapport à fin juin 2015, la base monétaire s'est accrue de 29.574,0 MBIF (+8,8%), passant de 334.494,9 à 364.068,9 MBIF. Cette augmentation a principalement porté sur les dépôts des banques commerciales (+35.233,5 MBIF, soit 55,4%), et les billets et pièces en circulation (+454,1 MBIF), les autres dépôts ayant diminué de 6.113,6 MBIF.

### Masse monétaire

En glissements annuel, la masse monétaire M3 a augmenté de 17.885,7 MBIF (soit 1,7%), passant de 1.046.534,7 à 1.064.424,4 MBIF. Cet accroissement a concerné l'agrégat monétaire M2 (+40.618,1 MBIF, soit 2,5%), les dépôts en devises des résidents ayant diminué de 22.728,4 MBIF (- 20,6%).

La progression de la masse monétaire M2 a porté sur les disponibilités monétaires (+23.900,5 MBIF, soit 4,9%) et les dépôts à terme et d'épargne (+16.717,6 MBIF, soit 2,5%). L'augmentation de l'agrégat M1 a concerné, à la fois, les dépôts à vue (+19.819,0 MBIF) et la circulation fiduciaire hors banques (+4.081,5 MBIF).

L'accroissement des dépôts à vue en BIF a été tiré par l'augmentation des dépôts des entreprises privées (+36.173,0 MBIF) qui a contrebalancé la diminution des

dépôts des établissements financiers (-3.398,9 MBIF), des sociétés non financières publiques (-1.164,3 MBIF), des ménages (-1937,0 MBIF) et des avoirs classés dans les autres comptes (-9.403,6 MBIF).

L'augmentation des dépôts à terme et d'épargne en BIF a principalement résulté de la hausse des dépôts des entreprises privées (+30.367,6 MBIF), des sociétés non financières publiques (+3.952,9 MBIF) et des établissements financiers (+6.406,6 MBIF). Par contre, les dépôts regroupés dans les autres comptes et ceux des particuliers ont respectivement diminué de 11.719,0 et 12.331,1 MBIF.

Les dépôts en devises des résidents ont diminué de 22.728,9 MBIF, suite à la diminution des dépôts regroupés dans les autres comptes (-22.693,9 MBIF) et des particuliers (-16.886,1 MBIF) qui a contrebalancé l'augmentation des dépôts des sociétés non financières publiques (+2.532,3 MBIF) et des entreprises privées (+14.213,9 MBIF).

### Contreparties

Le crédit intérieur a augmenté de 292.486,4 MBIF (+23,7%), passant de 1.236.246,0 à 1.528.732,4 MBIF de fin juin 2015 à fin juin 2016, en raison de la forte augmentation des créances nettes sur l'Etat (+323.293,6 MBIF, soit 69,4%), les créances sur l'économie ayant, par contre, diminué de 30.807,2 MBIF, revenant de 770.312,7 à 739.505,5 MBIF soit une hausse de -4,2%.

L'expansion des créances nettes sur l'Etat est principalement liée aux avances de la Banque Centrale (+146.011,9 MBIF) et aux

titres du Trésor détenus par les banques commerciales (+181.986,7 MBIF).

Les avoirs extérieurs nets ont chuté de -231.025,3 MBIF, soit -354,7%, revenant de 65.138,6 à fin juin 2015 à -165.886,7 MBIF, en raison du gel des financements extérieurs par certains bailleurs de fonds ainsi que des interventions de la Banque sur le marché interbancaire des devises. De même, les réserves de change officielles ont diminué (-60,6%), revenant de 236,9 MUSD à fin juin 2015 à 93,4 MUSD à fin juin 2016, entraînant une baisse de leur couverture en mois d'importations de biens et services (1,4 contre 3,1 mois).

## VI. COMMERCE EXTERIEUR

Par rapport à la même période de 2015, le déficit de la balance commerciale s'est allégé de 26,5% à fin juin 2016. Cette amélioration s'explique, à la fois, par la progression des exportations (+3,8%) et par la diminution des importations (-23,4%). Le taux de couverture des importations par les exportations s'est amélioré de 3,7 points de pourcentage (14,0 contre 10,3%).

### Exportations

Les exportations ont légèrement augmenté à fin juin 2016 (78.612,3 contre 75.755,3 MBIF), en liaison avec l'augmentation des exportations des produits manufacturés (33.538,2 contre 27.571,8 MBIF) dont, notamment, les « autres produits manufacturés » (+3.343,5 MBIF) et les cigarettes (+1.378,8 MBIF).

Par contre, les exportations des produits primaires ont baissé, revenant de

48.183,5 MBIF à fin juin 2015 à 45.074,2 MBIF, suite principalement à la diminution des exportations du thé (-6.159,7 MBIF), des peaux brutes (-3.163,0 MBIF) et des minerais de Niobium (-3.066,8 MBIF).

En volume, les exportations se sont accrues de 4.319,0 T, s'établissant à 41.999 T à fin juin 2016 contre 37.680 T à la même période de 2015. Cet accroissement a résulté, à la fois, de l'augmentation des exportations des produits primaires (+2.070 T) et manufacturés (+2.249 T).

### Importations

Par rapport à la même période de 2015, les importations ont reçu lé de 23,4% à fin juin 2016, revenant de 734.307,8 à 562.701,4 MBIF. Cette diminution a porté essentiellement sur les importations des biens d'équipement (-61,1%) et des biens de consommation (-9,5%), revenant de 245.247,2 à 95.288,2 MBIF et de 220.736,0 à 199.674,5 MBIF respectivement. En revanche, les importations de biens de production se sont presque stabilisées (267.738,6 contre 268.324,6 MBIF).

La baisse des biens d'équipement a concerné notamment le matériel électrique (-75.151,8 MBIF) et les chaudières et engins mécaniques (-61.861,0 MBIF). La diminution des importations de biens de consommation est principalement liée à celle des textiles (-15.788,6 MBIF) et des produits pharmaceutiques (-6.977,4 MBIF).

En volume, les importations ont, par contre, augmenté de 58.780,7 tonnes (soit 16,1%), passant de 365.625,3 à

424.406,0 T, en liaison principalement avec la hausse des importations de biens de production (+56.377 T).

## VII. TAUX DE CHANGE

Au mois de juin 2016, le taux de change moyen du BIF par rapport du dollar américain s'est établi à 1650,60 contre 1.563,20 à la même période de l'exercice précédent, soit une dépréciation de 5,6%.

Par rapport au mois précédent, le BIF s'est déprécié de 0,28% face au dollar américain (1.650,6 contre 1.645,9 BIF/USD). A fin de période, le taux de change du BIF s'est établi à 1.653,0 contre 1.566,9 BIF/USD à fin juin 2015, soit une dépréciation de 5,5%

Le taux de change effectif nominal a diminué de 3,6%, s'établissant à 109,7 contre 113,8 du même mois de l'année précédente suite à la dépréciation du franc Burundi vis-à-vis de la plupart des devises des pays partenaires et/ou concurrents commerciaux.

Le taux de change effectif réel s'est contracté de 2,1%, revenant de 120,7 à 118,2 en raison essentiellement de la diminution du taux de change effectif nominal (-3,6%), les prix relatifs ayant augmenté de 0,5%.

## VIII. PRINCIPAUX INDICATEURS D'ACTIVITES DU SECTEUR BANCAIRE A FIN JUIN 2016

Le total des emplois et des ressources du secteur bancaire se sont accrus. Les dépôts ont augmenté, alors que l'encours des crédits à l'économie a baissé au profit des titres du Trésor.

### Emplois

A fin juin 2016, les emplois du secteur bancaire ont augmenté de 12,0%, passant de 1.569.949,4 MBIF à fin juin 2015 à 1.758.633,4 MBIF à fin juin 2016. En dépit de cette croissance, l'encours des crédits a diminué de 6,5%, revenant de 856.198,5 MBIF à fin juin 2015 à 800.435,8 MBIF à fin juin 2016.

Contrairement à la baisse des crédits à l'économie, les titres du Trésor et les crédits directs à l'Etat ont augmenté (+122,2 %), passant de 166.756,3 à 370.543,6 MBIF de fin juin 2015 à fin juin 2016.

### Ressources

De fin juin 2015 à fin juin 2016, les dépôts de la clientèle ont augmenté de 8,9 %, passant de 893.495,9 à 972.908,9 MBIF.

Le marché interbancaire a été plus dynamique à fin juin 2016, les emprunts interbancaires ayant augmenté de 85,8%, passant de 87.158,7 MBIF à fin juin 2015 à 161.943,6 MBIF à fin juin 2016.

Malgré l'augmentation des dépôts et des emprunts interbancaires, le secteur bancaire a dû faire recours au refinancement auprès de la Banque Centrale pour faire face aux engagements. A cet égard, le refinancement auprès de la Banque Centrale a augmenté de



326,8 %, passant de 22.000,0 à 93.889,5 MBIF à fin juin 2016.

## **IX. SOLIDITE FINANCIERE DU SECTEUR BANCAIRE**

Le secteur bancaire se montre suffisamment solide du fait que les limites réglementaires sont largement respectées. Néanmoins, le taux de transformation des dépôts en crédits a baissé, le portefeuille crédit s'est davantage détérioré et la rentabilité a diminué.

### **Capitalisation**

Le secteur bancaire est suffisamment capitalisé à fin juin 2016 et dispose des coussins de fonds propres pour faire face aux risques inhérents. L'adéquation des fonds propres est largement supérieure à la norme minimale plus le volant de conservation des fonds propres de 2,5%.

Le ratio de solvabilité de base est de 18,8% pour une norme minimale qui tient compte du volant de conservation des fonds propres fixée à 12,5%. Quant au ratio de solvabilité globale, il est de 21,8% contre une norme minimale plus le volant de conservation des fonds propres fixée à 14,5%. Pour sa part, le ratio de levier s'est fixé à 14,2% pour une limite minimale de 7%.

La capitalisation du secteur bancaire est relativement faible vis-à-vis du risque souverain qui s'élève à 188,6% des fonds propres de base à fin juin 2016.

## **Intermédiation bancaire et qualité du portefeuille crédit**

L'intermédiation bancaire a relativement ralenti de fin juin 2015 à fin juin 2016, le taux de transformation des dépôts en crédits ayant baissé, revenant de 87,7% à 75,9% de fin juin 2015 à fin juin 2016.

Par rapport à fin juin 2015, la qualité du portefeuille crédits du secteur bancaire s'est davantage détériorée, le taux de détérioration des crédits ayant augmenté, passant de 11,6% à 19,2%. Les créances impayées ont augmenté de 64,5%, passant de 113.759,9 MBIF à 187.107,7 MBIF.

A fin juin 2016, le secteur d'activité « hôtellerie et tourisme » est le plus risqué avec un taux de détérioration des crédits qui s'élève à 38,1%, les secteurs « commerce » et « industrie » avec des taux de détérioration des crédits qui sont de 20,0% et 15,4% respectivement.

Face à cette détérioration de la qualité des crédits, le secteur bancaire se montre plus prudent à fin juin 2016, le taux de provisionnement ayant augmenté, passant de 77,5% à 80,5% de fin juin 2015 à fin juin 2016.

La concentration des crédits montre que l'exposition du secteur bancaire aux grands risques est faible et ne représente que 23,1% à fin juin 2016. Toutefois, le secteur bancaire est exposé au risque de concentration par secteurs d'activités, le secteur « commerce » totalise 33% de l'ensemble des crédits à l'économie.

## Rentabilité

La rentabilité du secteur bancaire a régressé par rapport à la même période de 2015, suite essentiellement à l'augmentation des créances impayées. En effet, le résultat net a diminué de 22,5%, revenant de 14.215,4 MBIF à fin juin 2015 à 11.021,8 MBIF à fin juin 2016. Les performances du secteur bancaire à fin juin 2016 se sont détériorées. En effet, le taux de rendement des actifs (ROA) et le taux de rendement des fonds propres (ROE) ont diminué, revenant respectivement de 0,9% à 0,6% et de 5,9% à 4,3% de fin juin 2015 à fin juin 2016.

## Liquidité

A fin juin 2016, les coefficients de liquidité en BIF et en devises se sont établis au-dessus des normes réglementaires avec des moyennes respectives de 43,9% et 120,4% contre une norme minimale de 20%. Le rapport entre les ressources stables et les emplois immobilisés quant à lui, s'est fixé à 144,3% par rapport à la norme minimale de 60%.

Le secteur bancaire fait face au risque de concentration des dépôts qui est relativement élevé, le total des dix gros dépôts, banque par banque, représente 30,2% du total des dépôts à fin juin 2016.

## ANNEXE1 : PRINCIPAUX INDICATEURS MENSUELS

	2015			2 016		
	avril	mai	juin	avril	mai	juin
<b>I. PRODUCTION ET PRIX</b>						
1. Indice de la production industrielle (moyenne mens. 1989 = 100)	118,7	88,7	109,3	113,4	108,7	133,1
2. Apports de café Arabica en parche (Cumul en T)	18 450	-	962,8	22 009	610,8	12 227,3
3. Production de thé (Cumul en T de feuilles vertes)	21 848	26 888,8	31 788	26 777,0	32 070,0	36 169,3
4. Indice des prix à la consommation (2005 = 100)	109,2	109,9	110,5	112,1	112,8	114,7
<b>II. FINANCES ET DETTE PUBLIQUES</b>						
1. Recettes du budget consolidé (en MBIF)	206 588,7	240 286,8	290 447,8	200 527,5	238 943,7	282 519,1
1.1. Recettes fiscales	190 407,3	221 179,6	268 423,8	184 463,7	218 540,2	259 641,2
1.2. Recettes non fiscales	14 475,5	17 401,4	19 908,3	16 063,8	20 403,5	22 877,9
1.3. Recettes exceptionnelles	1 705,9	1 705,9	2 115,7	0,0	0,0	0,0
2. Dépenses cumulées	358 606,7	431 841,9	518 209,8	254 019,3	321 646,6	487 571,9
dont dépenses de personnel (en MBIF)	103 403,1	130 228,1	156 235,6	108 279,3	139 826,1	167 900,0
3. Dette publique (en MBIF)	1 281 401,9	1 340 532,5	1 376 960,9	1 862 247,1	1 898 761,8	1 911 789,1
3.1. Encours dette intérieure	641 385,4	688 172,7	720 003,4	1 132 169,4	1 166 078,5	1 176 443,4
dont: bons et obligations du Trésor	244 945,9	267 078,3	270 621,1	438 638,3	455 349,6	475 292,9
avance ordinaire BRB	54 107,7	79 625,0	121 700,8	278 026,1	294 898,3	292 750,7
3.2. Encours dette extérieure	640 016,5	652 359,8	656 957,5	730 077,7	732 683,3	735 345,7
3.3. Encours dette extérieure ( en Usd)	411,2	422,0	423,1	444,9	445,2	445,5
3.3. Service dette extérieure (en MBIF)	1 069,8	757,8	191,7	1 520,4	719,9	270,9
dont amortissements	508,9	519,4	138,1	776,6	60,5	218,7
3.4. Tirages sur prêts extérieurs	121,6	6 128,9	62,3	307,3	240,7	2 186,6
<b>III. MONNAIE ET CREDIT</b>						
1. Base monétaire (en MBIF)	320 419,2	331 762,9	334 494,9	349 744,5	354 477,2	364 068,9
2. Masse monétaire M3 (en MBIF)	1 045 532,5	1 068 316,5	1 046 534,7	1 041 531,2 (p)	1 041 531,2 (p)	1 064 424,4 (p)
dont masse monétaire M2 (en MBIF)	888 134,5	925 061,6	908 375,8	919 050,2 (p)	928 513,1 (p)	948 993,9 (p)
3. Crédit intérieur (en MBIF)	1 142 549,0	1 193 927,0	1 236 246,0	1 487 052,7 (p)	1 512 960,0 (p)	1 528 732,4 (p)
4. Créances nettes sur l'Etat (en MBIF)	380 705,1	423 616,9	465 933,3	769 910,5 (p)	785 952,0 (p)	789 226,9 (p)
5. Avoirs extérieurs nets (MBIF)	148 061,3	138 502,9	65 138,6	-169 292,8	-195 288,9	-165 886,7
6. Opérations sur les Appels d'Offres						
6.1. Apport de liquidité	10 000,0	-	13 580,0	72 200,0	82 000,0	101 000,0
6.2. Reprise de liquidité	-	-	-	-	-	-
7. Taux d'intérêt moyens pondérés						
7.1. Bons du trésor à 13 semaines	5,33	7,82	9,57	6,50	6,55	6,49
7.2. Bons du trésor à 26 semaines	6,49	7,25	8,65	7,99	7,51	7,57
7.3. Bons du trésor à 52 semaines	9,06	9,30	9,38	11,34	10,91	10,49
7.4. Reprise de liquidité	-	-	-	-	-	-
7.5. Apport de liquidité	7,93	0,00	8,95	3,31	3,29	3,15
7.6. Facilité de prêt marginal	8,18	13,17	14,39	9,74	9,80	8,89
7.7. Marché interbancaire	8,57	8,04	9,05	-	-	-
7.8. Taux créditeurs des banques commerciales	8,67	8,64	8,68	7,77	7,71	7,65
7.9. Taux débiteurs des banques commerciales	16,73	16,59	16,58	16,52	16,60	16,59
<b>IV. COMMERCE EXTERIEUR</b>						
1. Exportation (cumul en MBIF, fob DSL & FOT Buja)	50 816,2	59 834,9	75 755,3	56 766,2	68 083,1	78 612,3
dont Café Arabica (cumul en MBIF, fob DSL & FOT Buja)	6 925,6	7 157,5	9 043,7	16 895,9	17 604,9	18 362,7
1.1. Volume des exportations (cumul en T)	26 086	30 811	37 680	29 638	36 222	41 999
1.2. Prix moyen de vente						
de café Arabica fob DSL-us cts/lb	nd	nd	nd	44,9	nd	nd
BIF/Kg	nd	nd	nd	1 607,7	nd	nd
1.3. Encaissements café (cumul en MBIF)	19 329,4	19 629,0	21 964,9	18 018,8	24 954,4	25 705,4
2. Importations CIF (cumul en million de BIF)	540 867,6	615 797,3	734 307,8	365 786,1	462 814,0	562 701,4
dont Produits pétroliers	108 280,4	129 749,6	159 651,3	94 759,4	117 647,5	145 424,2
3. Volume des importations (cumul en T)	261 919,2	304 390,3	365 625,3	284 933,0	343 404,0	424 406,0
<b>V. TAUX DE CHANGE</b>						
1. Indice du taux de change effectif du BIF (Déc 2013=100)						
1.1. Nominal	116,5	114,0	113,8	109,9	109,6	109,7
1.2. Réel	122,7	120,6	120,7	116,3	116,3	118,2
2. Taux de change BIF/\$US						
2.1. Taux de change BIF/\$US (fin de période)	1 556,7	1 560,0	1 566,9	1 643,8	1 648,1	1 653,0
2.2. Taux de change BIF/\$US (moyenne de la période)	1 556,3	1 558,1	1 563,2	1 641,0	1 645,9	1 650,6

(p): Provisoire

nd: Non disponible

- : Données inexistantes

**ANNEXE 2 : PRINCIPAUX INDICATEUR D'ACTIVITE DU SECTEUR BANCAIRE**  
(en millions de BIF)

Rubriques	Banques commerciales			Etablissements financiers			Total secteur bancaire		
	30/06/2015	30/06/2016	Variation en %	30/06/2015	30/06/2016	Variation en %	30/06/2015	30/06/2016	Variation en %
<b>I. EMPLOIS</b>	<b>1 459 819,4</b>	<b>1 627 739,6</b>	<b>11,5</b>	<b>110 130,0</b>	<b>130 893,8</b>	<b>18,9</b>	<b>1 569 949,4</b>	<b>1 758 633,4</b>	<b>12,0</b>
<b>1. Principaux Emplois</b>	<b>1 230 968,6</b>	<b>1 306 540,4</b>	<b>6,1</b>	<b>96 542,6</b>	<b>97 677,7</b>	<b>1,2</b>	<b>1 327 511,2</b>	<b>1 404 218,1</b>	<b>5,8</b>
<b>A. Liquidité</b>	<b>462 100,6</b>	<b>601 350,1</b>	<b>30,1</b>	<b>9 212,1</b>	<b>2 432,2</b>	<b>-73,6</b>	<b>471 312,7</b>	<b>603 782,3</b>	<b>28,1</b>
. Caisse	44 475,8	44 012,4	-1,0	8,7	17,8	104,6	44 484,5	44 030,2	-1,0
. B.R.B.	64 668,3	103 482,6	60,0	719,8	723,8	0,6	65 388,1	104 206,4	59,4
. Banques & Etablissements Financiers	186 200,2	83 311,5	-55,3	8 483,6	1 690,6	-80,1	194 683,8	85 002,1	-56,3
. Bons, Obligations du Trésor et autres crédits à l'Etat	166 756,3	370 543,6	122,2	-	-	-	166 756,3	370 543,6	122,2
<b>B. Crédits</b>	<b>768 868,0</b>	<b>705 190,3</b>	<b>-8,3</b>	<b>87 330,5</b>	<b>95 245,5</b>	<b>9,1</b>	<b>856 198,5</b>	<b>800 435,8</b>	<b>-6,5</b>
. Court terme	366 734,8	489 943,9	33,6	9 390,6	9 415,3	0,3	376 125,4	499 359,2	32,8
. Moyen terme	208 642,3	138 945,4	-33,4	31 137,7	44 391,7	42,6	239 780,0	183 337,1	-23,5
. Long terme	90 313,9	76 301,0	-15,5	35 007,2	41 438,5	18,4	125 321,1	117 739,5	-6,0
. Crédits bail	-	-	-	-	-	-	-	-	-
. Autres crédits	1 101,1	-	-100,0	111,0	-	-	1 212,1	-	-100,0
dont : Impayés	102 075,9	163 403,6	60,1	11 684,0	23 704,1	102,9	113 759,9	187 107,7	64,5
<b>2. Autres</b>	<b>228 850,8</b>	<b>321 199,2</b>	<b>40,4</b>	<b>13 587,4</b>	<b>33 216,1</b>	<b>144,5</b>	<b>242 438,2</b>	<b>354 415,3</b>	<b>46,2</b>
<b>II. RESSOURCES</b>	<b>1 459 819,4</b>	<b>1 627 739,6</b>	<b>11,5</b>	<b>110 130,0</b>	<b>130 893,8</b>	<b>18,9</b>	<b>1 569 949,4</b>	<b>1 758 633,4</b>	<b>12,0</b>
<b>1. Les Principales Ressources</b>	<b>984 185,8</b>	<b>1 180 602,0</b>	<b>20,0</b>	<b>18 468,8</b>	<b>48 140,0</b>	<b>160,7</b>	<b>1 002 654,6</b>	<b>1 228 742,0</b>	<b>22,5</b>
. Clientèle	877 027,1	928 949,6	5,9	16 468,8	43 959,3	166,9	893 495,9	972 908,9	8,9
. B.R.B.	20 000,0	93 889,5	0,0	2 000,0	-	-100,0	22 000,0	93 889,5	326,8
. Banques & Etablissements Financiers	87 158,7	157 762,9	81,0	-	4 180,7	0,0	87 158,7	161 943,6	85,8
dont : Résidents	-	85 166,0	0,0	0,0	4 180,7	0,0	-	89 346,7	-
<b>2. Autres</b>	<b>475 633,5</b>	<b>447 137,6</b>	<b>-6,0</b>	<b>91 661,2</b>	<b>82 753,8</b>	<b>-9,7</b>	<b>567 294,7</b>	<b>529 891,4</b>	<b>-6,6</b>
<b>III. Résultat Cumulé :</b>	<b>7 201,0</b>	<b>12 525,3</b>	<b>73,9</b>	<b>256,9</b>	<b>1 292,9</b>	<b>403,3</b>	<b>7 457,9</b>	<b>13 818,2</b>	<b>85,3</b>
. Résultat de l'exercice	14 836,0	12 873,3	-13,2	256,9	1 291,9	402,9	15 092,9	14 165,2	-6,1
. Dotations complémentaires	877,5	3 143,4	258,2	-	-	-	877,5	3 143,4	258,2
. Résultat net de l'exercice	13 958,5	9 729,9	-30,3	256,9	1 291,9	0,0	14 215,4	11 021,8	-22,5
. Résultat des exercices précédents	-6757,5	2795,4	141,5	0,0	1,0	-	-6 757,5	2796,4	141,6
<b>IV. INDICATEURS DU SECTEUR BANCAIRE</b>									
. Fonds propres de base (en MBIF)	188 543,7	196 471,7	4,2	22 003,5	24 980,4	13,5	210 547,2	221 452,1	5,2
. Fonds propres (en MBIF)	212 279,7	221 821,4	4,5	29 078,7	35 362,8	21,6	241 358,4	257 184,2	6,6
. Ratio de solvabilité de base (norme 10%)	17,3	18,5		22,1	22,0		18,3	18,8	
. Ratio de solvabilité globale (norme 12%)	19,5	20,8		29,2	31,1		21,1	21,8	
. Ratio de levier (norme 7%)	-	13,7		-	21,0		-	14,2	
. Total crédits bruts/Total actifs bruts (en %)	52,7	43,3		79,3	72,8		54,5	45,5	
. Crédits secteur commerce/Total crédits	-	-		-	-		-	33,0	
. Crédits secteur industrie/Total crédits	-	-		-	-		-	11,8	
. Crédits secteur hôtellerie & tourisme/Total crédits	-	-		-	-		-	7,4	
. Prêts à l'Etat/Total actifs bruts (en %)	11,4	22,8		-	-		10,6	21,1	
. Prêts à l'Etat/Fonds propres de base (*)	78,6	188,6		-	-		78,6	188,6	
. Taux de détérioration des crédits (en %)	11,5	20,0		12,0	13,9		11,6	19,2	
. Taux de détérioration du secteur commerce	-	-		-	-		-	20,0	
. Taux de détérioration du secteur industrie	-	-		-	-		-	15,4	
. Taux de détérioration du secteur hôtellerie & tourisme	-	-		-	-		-	38,1	
. Taux de provisionnement (en %)	79,1	81,8		64,3	66,0		77,5	80,5	
. Grands risques/Total crédits bruts (en %)	27,3	24,6		8,9	9,5		22,2	23,1	
. Coefficient de liquidité en BIF (norme 20%)	26,3	43,9		-	-		26,3	43,9	
. Coefficient de liquidité en devises (norme 20%)	113,4	120,4		-	-		113,4	120,4	
. Rapport entre R.S et E.I. (norme 60%)	131,0	125,5		271,6	247,0		146,3	144,3	
. Dix gros dépôts/Total dépôts	-	30,8		-	17,7		-	30,2	
. Taux de rendement des fonds propres (*)	6,6	4,4	-674,0	0,9	3,7	-	5,9	4,3	
. Taux de rendement des actifs (*)	1,0	0,6	-263,4	0,2	1,0	-	0,9	0,6	
<b>(*) les banques commerciales uniquement</b>									

## ANNEXE3 : PRINCIPAUX INDICATEURS ANNUELS

	2011	2012	2013	2014	2015
<b>PRODUIT INTERIEUR BRUT ET PRIX</b>					
Croissance réelle du PIB ( en p.c.)	4,0	4,4	4,9	4,5	-3,9
Taux d'inflation (moyenne annuelle)	9,6	18,2	7,9	4,4	5,6
<b>SECTEUR EXTERIEUR</b>					
Exportations, f.à.b. (en millions de dollar)	124,0	134,7	94,0	131,8	120,1
Importations, CAF (en millions de dollar)	755,6	751,5	811,0	768,7	716,4
Volume des exportations (en tonnes)	47 476	52 300	57 207	79 580	85 499
Volume des importations (en tonnes)	681 790	705 348	809 077	798 246	629 916
Solde du compte courant (en millions de dollar)	-262,7	-255,1	-250,2	-384,5	nd
Taux de change BIF/USD (moyenne de la période)	1 261,1	1 442,5	1 555,1	1 546,7	1 571,9
Taux de change BIF/USD (en fin de période)	1 361,5	1 546,1	1 542,0	1 553,1	1 617,1
Réserves de change brutes (en millions de USD, en fin de période)	295,6	312,9	321,2	317,3	136,4
Réserves de change brutes (en mois d'importations de l'année suivante)	4,0	4,0	4,2	4,2	2,3
<b>MONNAIE</b>					
Avoirs extérieurs nets (MBIF)	205 525,6	196 637,7	229 756,1	180 525,3	-76 150,1
Crédit intérieur (en MBIF)	798 719,2	920 086,1	972 302,3	1 135 873,8	1 407 295,1
Créances nettes sur l'Etat	232 248,9	277 057,5	274 749,0	384 697,0	688 547,5
Créances sur l'économie	566 470,3	643 028,6	697 553,3	751 176,8	718 747,6
Masse monétaire ( M3 )	725 532,4	856 091,2	939 527,9	1 045 336,7	1 061 555,6
Masse monétaire ( M2 )	636 400,0	708 053,0	801 728,3	880 206,6	924 036,3
Vitesse de circulation de la monnaie (PIB/M2, fin de période)	4,5	4,8	4,9	5,1	4,9
Base monétaire (Taux de croissance )	0,7	16,1	23,6	15,8	-8,6
Taux d'intérêt d'apport de liquidité (en p.c.)	13,3	-	-	-	3,4
Taux d'intérêt de la facilité de prêt marginal (en p.c.)	14,3	13,8	12,5	8,0	9,8
Taux d'intérêt moyens créditeurs des banques commerciales (fin de pér	7,6	8,8	9,0	8,8	8,7
Taux d'intérêt moyens débiteurs des banques commerciales (fin de péri	15,3	15,7	16,2	16,7	16,9
<b>FINANCES PUBLIQUES</b>					
Recettes et dons (en p.c. du PIB)	24,1	21,0	22,1	19,9	16,5
Dépenses (en p.c. du PIB)	27,3	24,6	25,0	24,0	22,4
Solde primaire (en p.c. du PIB, base droits constatés)	-1,7	-0,3	-3,7	-4,9	-6,8
Solde budgétaire global (en p.c. du PIB, base droits constatés)					
- dons exclus	-10,4	-8,2	-10,1	-9,0	-9,1
- dons inclus	-3,2	-3,6	-2,9	-4,1	-5,9
Dettes intérieure (en MBIF)	513 482,5	539 600	597 962	727 264,4	1 069 551,8
Dettes extérieure (en MUS\$D, en fin de période)	356,3	393	413	429,6	420
Ratio du service de la dette extérieure (en p.c. des exportations)	2,5	3,4	3,5	4,1	5,8
Dettes extérieure publique (en p.c. du PIB)	17,0	17,4	16,1	14,9	15,2
Pour mémoire					
PIB au prix du marché (en milliards de BIF)	2819.5.6	3 365,8	3 812,5	4 408,4	4 455,5